

Flashinfo



Oui, les retraité·es ont le droit de vivre dignement ! Elles et ils ont des revendications !

La situation tant internationale que nationale a de quoi inquiéter : remise en cause du droit international, conflits armés et tensions mondiales, progression de l'extrême droite.

La loi de financement 2026 est adoptée par le 49.3. C'est moins 35 milliards € pour 2026, moins 2 milliards pour les collectivités, la suppression de 4 000 postes d'enseignants pour la rentrée prochaine... mais + 6,7 milliards pour le budget des armées.

Les élections municipales se préparent. Les listes sont souvent déclarées **apolitiques** dans les petites communes. Soyons vigilants et étudions leur programme en étant attentifs aux termes choisis car peut s'y cacher l'extrême droite. La CGT a une position claire contre l'extrême droite et met à disposition des argumentations.

Le droit syndical a une valeur constitutionnelle. Pourtant 1.000 militants sont sous le coup de la répression syndicale en France. 2.000 syndiqué·es et 500 non syndiqué·es, dont 30 retraité·e·s FAPT, ont participé au meeting du 4/02 pour les libertés syndicales, contre les discriminations syndicales, pour l'état de droit. Les interventions riches et engagées ont mis en lumière les charges de l'extrême droite, en plus de celles du patronat et du gouvernement, envers les syndicats.

Humoristes et chanteurs ont ponctué cette soirée. Le président de la CSI a indiqué que dans 96,7% des pays, le droit de vote y est violé. Ce meeting est une bouffée d'espoir et de solidarité.

Si on a eu +0,9% sur notre pension à compter du 1/1/26, la baisse de notre pouvoir d'achat est toujours réelle. Tout nous est présenté comme si les moyens financiers n'existaient pas. Pourtant 211 milliards€ sont versés aux entreprises sans contrôle de l'utilisation des fonds, les seules entreprises du CAC 40 bénéficiant d'allègement de cotisations sociales distribuent près de 100 milliards€ à leurs actionnaires, en 2024. Si la période actuelle peut être anxiogène, la résignation n'est pas de mise. Le 2 avril les retraité·es ont toutes les raisons d'être mobilisé·es et dans les rue à l'appel de la CGT.

Les mobilisations pour le 8 mars doivent être à la hauteur des enjeux pour gagner l'égalité salariale et donc de pension, de bonnes conditions de travail et de vie, le respect de la femme. Une loi sur la fin du devoir conjugal vient d'être adoptée. Le devoir conjugal ne figurait dans aucune loi ; inscrire le consentement au sein du couple peut permettre l'évolution des mentalités. Quand une femme dit non, c'est non !

Ensemble, nous pouvons changer la donne. Ensemble, remettons en cause toutes les mesures antisociales, participons à construire un avenir meilleur le 8 mars, le 2 avril.

Luttes gagnantes

Rassemblement devant l'Assemblée nationale, interpellation des parlementaires par la CGT, (hors extrême droite), **le 1^{er} mai ne sera pas attaqué**. La proposition de loi portée par la droite, l'extrême droite et une partie du bloc gouvernemental n'a pu être adoptée. La CGT veillera à ce que ce texte ne revienne pas à l'ordre du jour. Les salarié·es de **Concentrix (ex Welhelp) de Compiègne** ont confirmé la CGT 1^{ère} orga au CSE avec 61,31% au collège Employés et 39,39% au collège Maîtrise ; 10 sièges CGT sur 17.

« Luttes et droits des salarié·es migrant·es »

Pour les 20 ans des 1^{ière} grèves de sans-papiers lancées en 2006 dans plusieurs chaînes de restauration pour



gagner des régularisations, la CGT a organisé une conférence le 15/01/26. Les sans-papiers s'affirment par la grève comme travailleurs, prennent leur lutte et leur avenir en main. Ont été mises en évidence les similitudes de notre situation actuelle avec celle après la 1^{ière} guerre mondiale sur les migrants qui fuient guerre, misère et montée du totalitarisme.

Non au CPE XXL

La CGT dénonce les attaques du gouvernement sur l'emploi des jeunes pour favoriser le patronat. Il propose 3 ans de période d'essai, un SMIC inférieur au SMIC, dérogation aux règles d'utilisation des contrats précaires et

des temps partiels, arrêt des contrats sans raison. **Précarité !**

Plis électoraux

Les périodes électorales sont parfois sujettes à l'utilisation de la violence par des candidats extrémistes. Les facteurs doivent exercer leurs missions de service public sans crainte, ils ne sont en rien responsables ni de la provenance ni du contenu de ce qu'ils distribuent. La Poste doit donc veiller à la neutralité des facteurs ainsi qu'à leur sécurité.

Exonérations

La loi de financement 2026 de la sécurité sociale fait à nouveau la part belle aux exonérations de cotisations sociales, de l'ordre de 80 milliards. La CGT dénonce ces exonérations, néfastes au financement de la sécurité

sociale et à l'emploi. Par ricochet, l'obligation de compensation par l'état grève d'autant les recettes fiscales. C'est une vraie rente pour le capital d'autant qu'aucune compensation n'est exigée.

Solidarité avec la résistance des salarié.es d'Ukraine :

CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, UNSA, Solidaires et FSU ont réaffirmé ce 21 janvier leur solidarité avec les travailleurs d'Ukraine et lesorgas de la FPU et de la KVPU, qui poursuivent la défense des droits sociaux, de la démocratie et des libertés. Face à l'hiver le plus rigoureux depuis 2022, la Russie déploie une stratégie de souffrance, et d'intimidation contre la population civile. Les infrastructures d'électricité et d'eau sont méthodiquement détruites. Le système de santé ukrainien est également délibérément visé.

Solidarité au groenlandais

Sophie Binet a exprimé le 20 janvier au Président de la Confédération Nationale des Syndicats du Groenland, notre totale solidarité face aux menaces de Donald Trump proférées à l'encontre de l'autonomie du pays et du peuple groenlandais. Ces menaces, inadmissibles, sont des violations manifestes du droit international et remettent en cause le droit des peuples à la Paix et à disposer d'eux-mêmes. La CGT reste mobilisée dans ce moment de bascule historique pour soutenir l'ensemble des peuples menacés par l'impérialisme.

Chômage : une hausse marquée, en particulier chez les jeunes.

Au 4^{ème} trimestre, le chômage continue d'augmenter ; les plans de licenciement se multiplient (Cap Gemini, Société Générale, Bosch...). Une nouvelle négociation s'ouvre pour réduire les droits au chômage des signataires de ruptures conventionnelles qui représentent 20% des allocataires (Unédic 2025). Des augmentations flagrantes chez les – de 25 ans : +17 %. Pour la CGT, l'urgence est à la protection et non à la restriction.

La Palestine

Aux camarades du syndicat des postes et télécoms palestiniens CWU en décembre, la CGT FAPT a réaffirmé

l'urgence à mener le combat pour la paix, faire reconnaître l'Etat palestinien et ce sans conditions, dans le cadre du droit à l'autodétermination du peuple palestinien, assortie de mesures concrètes pour mettre fin à l'occupation, à la colonisation, et à l'apartheid. La FAPT a répondu à une demande forte des camarades palestiniens à informer les salariés de la situation que vivent les Palestiniens et les enjeux qui sont posés.

3 consultations médicales longues, spécialement conçues pour les patients de + 80 ans. Sur décision du médecin traitant, facturées 60€, intégralement remboursées depuis le 1/01/26 : Sortie d'hospitalisation avec un suivi renforcé dans les 45 jours ; Déprescription pour réduire les risques liés à la polymédication ; APA et parcours médico-social pour un accompagnement.

CFDT, CGT, UNSA, FSU et Solidaires réaffirment leur attachement à la **solidarité internationale entre les travailleurs**, les peuples et appellent les autorités françaises, européennes, l'ensemble des instances internationales à agir avec détermination pour exiger la fin immédiate de la répression, le respect des libertés fondamentales et la protection effective des personnes mobilisées.

En Syrie, la CGT appelle les autorités compétentes à assurer la protection de tous les civils, poursuivre un processus politique crédible et inclusif, conduit par les Syriens eux-mêmes, réaffirmer le rôle central des Nations Unies dans la mise en œuvre d'une transition globale et démocratique et non exclusive en Syrie

La CGT signe **l'accord social en faveur de l'emploi, le travail et l'amélioration des conditions de travail des postiers**, mieux disant que la loi, sur les aides allouées aux classes I et aux classes II, sur la prise en charge par l'employeur des sur-cotisations retraites pour les fonctionnaires (on est passé de 50 % à 60%).

Aidants : invisibles et indispensables
Une étude (DREES) montre le rôle central des 7,1 millions d'aidants

accompagnant un proche handicapé, malade ou en perte d'autonomie. 3 aidants sur 10 sont sans soutien. 58 % sont des femmes. Leur réalité c'est l'isolement, l'épuisement, l'insécurité sociale. Il y a insuffisance chronique des services publics et des aides professionnelles. Il faut une vraie politique publique de soutien aux aidants, fondée sur des droits nouveaux, collectifs et opposables.

La LDH, la CGT, Solidaires, le MRAP, la FSU appellent les personnes recensées à **ne pas répondre à la question facultative sur le pays de naissance des parents**. Elle offre une base à des politiques qui divisent, discriminent. Il y aurait ceux qu'ils appellent les « *français de souche* » et tous les autres, exclus de leur « *préférence nationale* ». Lors des dernières législatives, le président du RN a fait comprendre qu'il traiterait différemment les gens selon l'origine des parents.

Iran : « Vive la liberté, l'égalité et la solidarité du peuple ! »

Le Syndicat des travailleurs des bus de Téhéran (VAHED) condamne le massacre des manifestants. « La véritable libération du peuple iranien n'est possible que grâce à la participation consciente, organisée et indépendante de l'ensemble de la classe ouvrière, ainsi que des autres couches opprimées du pays, et non par une intervention militaire des États-Unis et d'Israël, ni par aucune autre puissance étrangère avide de pouvoir ou par leurs forces affiliées et alliées ».

Les élections municipales approchent...

Interpellons les candidats sur **nos exigences sociales !** Le dossier sur le service public de ce Vie Nouvelle nous

aidera à nous mobiliser... Plus que jamais, un besoin indispensable ! Au-delà, international, société, magazine, rencontre, pratique, que d'apports intéressants et UTILES. **L'abonnement 1 an 6 n° 16 €**

